

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

**Contrôles périodiques des locaux et
installations techniques des Hôpitaux
Universitaires Henri Mondor : CVC, Gaz, Gaz
Médicaux, Pression, Disconnecteurs**

Contenu

I.	Présentation des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	4
II.	Objet du marché.....	4
III.	Contrôles périodiques des installations de chauffage, ventilation, climatisation	4
a.	Périmètre géographique	4
b.	Textes de référence	4
c.	Qualification du Titulaire	5
d.	Descriptif des missions.....	5
IV.	Contrôles périodiques des climatiseurs et pompes à chaleur réversibles	7
a.	Périmètre géographique	7
b.	Textes de référence	7
c.	Qualification du Titulaire	7
d.	Missions	7
V.	Contrôles périodiques des locaux et installations de cuisson.....	7
a.	Périmètre géographique	7
b.	Textes de référence	8
c.	Qualification du Titulaire	8
d.	Définition du périmètre technique.....	8
e.	Descriptif des missions.....	9
f.	Exclusions.....	9
VI.	Contrôles périodiques des installations de gaz	10
a.	Périmètre géographique	10
b.	Textes de référence	10
c.	Qualification du Titulaire	10
d.	Descriptif des missions.....	10
VII.	Contrôles périodiques des installations de stockage et de distribution de gaz médicaux	11
a.	Périmètre géographique	11
b.	Textes de référence	11
c.	Qualification du Titulaire	11
d.	Missions	12
VIII.	Contrôles périodiques des équipements sous pression.....	12
a.	Périmètre géographique	12
b.	Textes de référence	12
c.	Qualification du Titulaire	13
d.	Missions	13
IX.	Contrôle des rejets atmosphériques.....	15
a.	Périmètre géographique	15
b.	Textes de référence	15
c.	Qualification du Titulaire	15
d.	Missions	15
X.	Contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières	16
a.	Périmètre géographique	16

b.	Textes de référence	16
c.	Qualification du Titulaire	16
d.	Missions	16
XI.	Contrôle des disconnecteurs	17
a.	Périmètre géographique	17
b.	Textes de référence	17
c.	Qualification du Titulaire	17
d.	Missions	17
XII.	Obligations du Titulaire	17
a.	Généralités.....	17
b.	Exécution en année 1	18
c.	Mesures.....	18
d.	Contrôle des dispositifs de sécurité des installations sous pression	18
e.	Missions ponctuelles.....	18
XIII.	Inventaires	19
a.	Exhaustivité.....	19
b.	Mise à jour	19
c.	Référencement technique.....	19
XIV.	Modalités d'exécution des prestations	19
a.	Coordination des prestations	19
b.	Planification et déroulement des visites.....	21
c.	Assistance technique, juridique et méthodologique.....	23
d.	Hygiène, Sécurité et Environnement.....	24
e.	Traçabilité.....	28
f.	GMAO	30

I. Présentation des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

Groupe hospitalier rattaché à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor (HUHM) comptent près de 8 000 agents et disposent de plus de 3 000 lits, répartis au sein de cinq établissements situés dans le Val-de-Marne et dans l'Essonne :

- L'Hôpital Henri Mondor, situé à Créteil (94), un CHU regroupant de multiples spécialités y compris de nombreux laboratoires. C'est un établissement de court séjour abritant un service d'urgences ainsi que le SAMU 94 ;
- L'Hôpital Albert Chenevier, situé à Créteil (94), un établissement de moyen et long séjour, comportant également un secteur fermé de psychiatrie ;
- L'Hôpital Emile Roux, situé à Limeil-Brévannes (94), un établissement gériatrique de moyen et long séjour avec un service de traitement des addictions ;
- L'Hôpital Dupuytren, situé à Draveil (91), un établissement gériatrique de moyen et long séjour ;
- L'Hôpital Georges Clémenceau, situé à Champceuil (91), un établissement gériatrique de moyen et long séjour.

Avec plus de 350 000 m² de surfaces bâties sur près de 900 000 m² de terrain, les HUHMs disposent de la surface foncière la plus importante et de l'un des principaux parcs immobiliers de l'AP-HP.

II. Objet du marché

Le présent marché a pour objet suivant : contrôles périodiques des locaux et installations techniques des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor : CVC, Gaz, Gaz Médicaux, Pression, Disconnecteurs

III. Contrôles périodiques des installations de chauffage, ventilation, climatisation

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Code du Travail, et notamment les articles R. 4222-1 à 4222-22

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et notamment l'article CH 58
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment l'article 3.1.2
- Arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail
- Arrêté du 20 novembre 2017

c. Qualification du Titulaire

Organisme agréé par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur conformément aux dispositions de l'article GH 5 de l'Arrêté du 30/12/2011, de l'article GE 6 de l'Arrêté du 25/06/1980 et de l'article R. 122-16 du CCH.

d. Descriptif des missions

- i. Vérifications réglementaires en exploitation des installations de chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire de l'IGH**
- ii. Vérification annuelle des stockages des combustibles, installations de production de chaleur ou de froid, installations de traitement d'air et de ventilation et appareils de production-émission de chaleur à combustion des ERP**

Conformément à l'article CH58 de l'Arrêté du 25/6/80, ces deux missions consistent à s'assurer :

- De l'état apparent d'entretien et de maintenance des installations et appareils ;
- Des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils à combustion ;
- Des conditions d'évacuation des produits de la combustion ;
- Du fonctionnement des clapets coupe-feu installés sur les circuits aérauliques ;
- De la signalisation des dispositifs de sécurité ;
- De la manœuvre des organes de coupure d'alimentation en combustible ;
- Du fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en combustible à un système de sécurité ;
- Du réglage des détendeurs de gaz ;

- De l'étanchéité des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, et en fluide frigorigène.

Elles visent les équipements listés dans les sections suivantes dudit Arrêté :

- II (appareils de production de chaleur) ;
- III (stockage des combustibles) ;
- V (chauffage à eau chaude, à vapeur et à air chaud) ;
- VI (eau chaude sanitaire) ;
- VII (traitement d'air et ventilation) ;
- VIII (appareils indépendants de production-émission de chaleur).

iii. Vérification des installations d'aération et d'assainissement des locaux (sur demande)

Cette vérification sera effectuée indifféremment dans les locaux relevant de la réglementation IGH, ERP ou soumis au Code du Travail. Elle consiste à :

- Contrôler sur pièce l'état général des centrales de traitement de l'air (humidificateur, batterie d'échangeurs) ;
- Contrôler sur pièce l'état des installations de ventilation mécanique contrôlée (VMC) dans les sanitaires et pièces d'eau ;
- Mesurer les débits d'air neuf et d'air extrait dans les sanitaires et pièces d'eau ;
- Examiner la bonne tenue des différents carnets d'entretien ;
- Rédiger un rapport distinct de toute autre mission.

Les installations d'aération et d'assainissement vérifiées dans le cadre d'une autre mission (contrôle de la qualité de l'air intérieur ; vérification réglementaire en exploitation Gaz ou CVC) sont exclus de ce périmètre l'année de leur exécution. Le rapport du Titulaire devra toutefois mentionner que ces matériels et locaux ont été vérifiés par ailleurs.

Ce contrôle ainsi que toute prestation complémentaire feront l'objet d'un chiffrage distinct, établi sur la base du taux horaire indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

Les débits théoriques des installations seront communiqués au Titulaire.

iv. Contrôle d'un réseau ou d'une installation par radiographie (sur demande).

Cette mission inclut la délivrance d'un rapport de contrôle.

IV. Contrôles périodiques des climatiseurs groupes frigorifiques et pompes à chaleur réversibles

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Code de l'Environnement, et notamment les articles R.224-59-1 à 11

c. Qualification du Titulaire

Personne certifiée conformément aux dispositions de l'article R. 224-59-7 du Code de l'Environnement.

d. Missions

i. Inspection périodique quinquennale des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur d'une puissance frigorifique nominale utile supérieure à 12 kilowatts

Conformément à l'article R.224-59-5 du Code de l'Environnement, l'inspection inclut :

- Un contrôle documentaire ;
- Une évaluation sur site du rendement du système de climatisation et de son dimensionnement par rapport aux exigences en matière de refroidissement du bâtiment ;
- La formalisation de recommandations portant sur le bon usage du système en place, les améliorations possibles de l'ensemble de l'installation, l'intérêt éventuel du remplacement de celui-ci et les autres solutions envisageables.

V. Contrôles périodiques des locaux et installations de cuisson

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment l'article 3.1.2
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et notamment son article GC 22

c. Qualification du Titulaire

Organisme agréé par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur conformément aux dispositions de l'article GH 5 de l'Arrêté du 30/12/2011, de l'article GE 6 de l'Arrêté du 25/06/1980 et à l'article R. 122-16 du CCH.

d. Définition du périmètre technique

Les équipements sont définis de la façon suivante :

- Grande cuisine : local ou un groupement de locaux non-isolés entre eux comportant des appareils de cuisson et des appareils de remise en température dont la puissance utile totale est supérieure à 20 kW.
- Office de remise en température : local dans lequel sont disposés des appareils de remise en température dont la puissance totale est supérieure à 20 kW et qui ne comporte pas d'appareil de cuisson autre que ceux utilisés pour la remise en température.
- Autres appareils à poste fixe : appareils de cuisson ou de remise en température dont la puissance utile totale est inférieure ou égale à 20 kW,
- Ilot de cuisson : enceinte interdite au public située dans une salle de restauration et dans laquelle la puissance utile totale des appareils de cuisson ou de remise en température est supérieure à 20 kW. Un personnel de service doit être présent pendant le fonctionnement des appareils, qui ne doivent être alimentés que par gaz combustible ou électricité et ne pas être en libre-utilisation.

e. Descriptif des missions

- i. Vérifications annuelles réglementaires en exploitation des locaux et appareils de cuisson ou de remise en température de l'IGH (sur demande)**
- ii. Vérifications annuelles réglementaires en exploitation des locaux et appareils de cuisson ou de remise en température des ERP**

Ces deux missions sont exécutées conformément aux dispositions de l'Arrêté du 25/6/80. Elles visent notamment à contrôler les conditions d'exploitation des locaux et matériels et plus particulièrement à :

- S'assurer du niveau d'entretien et de maintenance ainsi que de leur bon fonctionnement ;
- Vérifier que les modifications ont fait l'objet d'une traçabilité et que des rapports de vérification après travaux existent le cas échéant ;
- S'assurer de l'existence et/ou de la tenue à jour des éléments documentaires, et notamment les livrets d'entretien, plans, notices de sécurité ;
- Étudier les conditions de ventilation et les dispositifs de sécurité.

Elles incluent des essais, en particulier des organes de sécurité.

f. Exclusions

Conformément à l'arrêté du 25 juin 1980, ne sont pas considérés comme appareils de cuisson ou de remise en température :

- Les appareils permettant le maintien en température des préparations tels que les bacs à eau chaude ou les lampes à infrarouge ;
- Les fours à micro-ondes d'une puissance unitaire inférieure ou égale à 3,5 kW installés en libre utilisation.

Certains équipements de ce type figurent dans l'inventaire annexé au présent CCTP. Leur contrôle n'est pas dû au titre de la vérification annuelle.

En outre, différents offices de remise en température sont également intégrés à l'inventaire. En application de la réglementation, seuls les offices dans lesquels sont disposés des appareils de cuisson, ou qui accueillent des appareils de remise en température dont la puissance totale est supérieure à 20 kW mais ne comportent pas d'autres installations de cuisson, devront être vérifiés au titre du montant forfaitaire. Il reviendra au Titulaire d'établir, en année 1, les installations concernées.

VI. Contrôles périodiques des installations de gaz

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et notamment l'article GZ 30
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment l'article 3.1.2

c. Qualification du Titulaire

Organisme agréé par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur conformément aux dispositions de l'article GH 5 de l'Arrêté du 30/12/2011, de l'article GE 6 de l'Arrêté du 25/06/1980 et de l'article R. 122-16 du CCH.

d. Descriptif des missions

- Vérification réglementaire en exploitation des stockages d'hydrocarbures liquéfiés ; des installations de distribution de gaz ; des locaux d'utilisation du gaz et des appareils d'utilisation du gaz de l'IGH (sur demande)**
- Vérification réglementaire en exploitation des stockages d'hydrocarbures liquéfiés ; des installations de distribution de gaz ; des locaux d'utilisation du gaz et des appareils d'utilisation du gaz des ERP**

Conformément à l'article GZ30 de l'Arrêté du 25/6/80, ces deux missions consistent à s'assurer :

- Des conditions de ventilation des locaux contenant des appareils fonctionnant au gaz ;
- Des conditions d'évacuation des produits de la combustion ;
- De la signalisation des dispositifs de sécurité ;
- De la manœuvre des organes de coupure du gaz ;
- Du fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en gaz à un système de sécurité ;

- Du réglage des détendeurs ;
- De l'étanchéité des canalisations de distribution de gaz.

Elles visent les équipements listés dans les sections suivantes dudit Arrêté :

- II (stockage d'hydrocarbures liquéfiés – butane et propane
Commerciaux –) ;
- III (dispositifs de détente et de comptage) ;
- IV (conduites, organes de coupure et de détente) ;
- V (aération et ventilation des locaux, évacuation de produits de la
combustion) ;
- VI (appareils d'utilisation du gaz).

VII. Contrôles périodiques des installations de stockage et de distribution de gaz médicaux

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et notamment l'article U 64
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment l'article GH U 12
- Norme NF EN ISO 7396-1 : Systèmes de distribution de gaz médicaux - Partie 1 : systèmes de distribution de gaz médicaux comprimés et de vide
- Norme NF EN ISO 9170-1 : Prises murales pour systèmes de distribution de gaz médicaux - Partie 1 : prises murales pour les gaz médicaux comprimés et le vide

c. Qualification du Titulaire

Organisme agréé par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur conformément aux dispositions des articles GH 5 et GH U 12 de l'Arrêté du 30/12/2011.

d. Missions

i. Vérification annuelle réglementaire en exploitation des installations de stockage et de distribution des gaz médicaux de l'IGH

ii. Vérification annuelle réglementaire en exploitation des installations de stockage et de distribution des gaz médicaux des ERP

Conformément à l'article U 64 de l'Arrêté du 25/6/80, les vérifications visent à s'assurer :

- De l'état d'entretien et de maintenance des installations ;
- Des conditions de ventilation des magasins et centrales de gaz médicaux ;
- De la signalisation des dispositifs de sécurité ;
- De la manœuvre des vannes de sectionnement ;
- Du réglage des détendeurs ;
- De l'étanchéité des canalisations de distribution de gaz médicaux.

Pour attester de l'exhaustivité de sa prestation, le représentant du Titulaire apposera, sur chaque élément et quel que soit son état de conformité, une pastille millésimée.

VIII. Contrôles périodiques des équipements sous pression

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression
- Décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression
- Décret du 2 avril 1926 portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux
- Circulaire BSEI n°06-080 du 6 mars 2006
- Décision BSEI n°14-078 du 7 juillet 2014 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel pour le suivi en service des équipements frigorifiques sous pression.

- Cahier Technique Professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression
- Document AQUAP MD15 relative aux prescriptions minimales pour l'exploitation avec présence intermittente ou en autocontrôle de générateurs à vapeur d'eau ou à eau surchauffée d'une puissance utile inférieure à 300 kW

c. Qualification du Titulaire

Organisme habilité le ministre chargé de l'industrie, conformément à l'article 10 de l'Arrêté du 15/3/2000 et à l'article 21 du décret du 13/12/1999.

d. Missions

i. Vérification initiale en marche de certains équipements sous pression (sur demande)

Ce contrôle porte notamment sur les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine et sur les récipients à couvercle amovible à fermeture rapide. Il :

- Est effectué, sans interruption de fonctionnement, au cours du troisième trimestre qui suit la mise en service de l'équipement ;
- Se limite à un examen visuel des parties accessibles sans démontage, des accessoires et dispositifs de sécurité.

ii. Inspection périodique de divers équipements sous pression

Ce contrôle vise les équipements suivants :

- Générateurs de vapeur, exploités avec ou sans présence humaine permanente ;
- Récipients à pression de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée ;
- Récipients de gaz autre que la vapeur et à couvercle amovible à fermeture rapide ;
- Autres équipements à pression de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée.

Conformément à l'arrêté du 20 novembre 2017, cette inspection porte sur les parties visibles de l'équipement après démontage de tous les éléments amovibles et comprend notamment :

- Une vérification extérieure ;
- Une vérification intérieure pour les seuls générateurs ;
- Un examen des dispositifs et accessoires de sécurité ainsi que des éventuels dispositifs de régulation ;

- Si concerné, une analyse de l'organisation mise en œuvre afin d'assurer la surveillance de l'équipement et un contrôle de la qualification des personnels autorisés ;
- Toutes les investigations complémentaires nécessaires.

Cette mission sera exécutée tous les 2 ans pour l'ensemble des équipements du périmètre.

Le Titulaire est informé que le contrôle périodique des générateurs vapeur de l'hôpital Georges Clémenceau inclut également la vérification de l'ensemble des équipements associés, et notamment des sous-stations, échangeurs et réseaux (réseau ECS à 4 bar, réseau chauffage à 2,5 bar).

iii. Inspection périodique des récipients de gaz autre que la vapeur, et sans couvercle amovible à fermeture rapide

Conformément à l'arrêté du 20 novembre 2017, cette inspection est réalisée tous quatre ans et porte sur les parties visibles de l'équipement après démontage de tous les éléments amovibles et comprend notamment :

- Une vérification extérieure ;
- Un examen des accessoires de sécurité ;
- Toutes les investigations complémentaires nécessaires.

iv. Requalification décennale

Ce contrôle vise notamment les équipements suivants :

- Générateurs de vapeur,
- Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide,
- Récipients à pression de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée et autres.

Conformément aux articles 23 et suivants de l'Arrêté du 15 mars 2000 et conformément à l'arrêté du 20 novembre 2017, ils doivent notamment faire l'objet des opérations suivantes :

- Inspection intérieure et extérieure ;
- Épreuve hydraulique ;
- Vérification des accessoires de sécurité associés.

v. Requalification périodique des récipients et tuyauteries listés à l'article 22 de l'Arrêté du 15/03/2000 (sur demande)

Toutes les prestations de ce type feront l'objet d'un chiffrage distinct, établi sur la base du taux horaire indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

vi. Contrôle d'un réseau ou d'une installation par radiographie (sur demande).

Cette mission inclut la délivrance d'un rapport de contrôle.

IX. Contrôle des rejets atmosphériques

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Code de l'Environnement, et notamment les articles R. 224-41-1 à 41-4
- Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

c. Qualification du Titulaire

Organisme accrédité conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Arrêté du 2/10/2009.

d. Missions

i. Mesures biennales de concentration des polluants émis dans l'atmosphère par les chaudières d'une puissance nominale comprise entre 400kW et 2 MW.

Ce contrôle porte sur la mesure de concentration en oxydes d'azote (NOx) et doit être réalisé conformément aux dispositions de l'Arrêté du 2/10/2009.

X. Contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Code de l'Environnement, et notamment les articles R.224-31 à 41
- Décret n° 2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

c. Qualification du Titulaire

Organisme agréé par arrêté du ministre chargé des installations classées, conformément aux dispositions de l'article R. 512-61 du Code de l'Environnement.

d. Missions

i. Contrôle biennal de l'efficacité énergétique des chaudières d'une puissance nominale comprise entre 400 kW et 20 MW

Conformément aux dispositions de l'article R.224-32 du Code de l'Environnement, ce contrôle porte sur :

- Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions réglementaires ;
- Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle réglementaires ;
- La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière ;
- La vérification de la tenue du livret de chaufferie.

XI. Contrôle des disconnecteurs

a. Périmètre géographique

Le Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les sites du Groupe Hospitalier.

b. Textes de référence

- Code de la Santé Publique, et notamment l'article R. 1321-61
- Règlements sanitaires départementaux du Val-de-Marne et de l'Essonne, et notamment l'article 16-3

c. Qualification du Titulaire

Personne qualifiée.

d. Missions

i. Contrôle annuel des disconnecteurs (sur demande)

Cette mission inclut :

- Un examen visuel du disjoncteur et de son environnement,
- Une vérification complète de son fonctionnement ;
- La rédaction de la fiche de contrôle réglementaire.

XII. Obligations du Titulaire

a. Généralités

Sauf contre-indication, les missions sont exécutées conformément aux dispositions des textes réglementaires listés aux articles VI.b, **Erreur ! Source du r envoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, VII.b, VIII.b, IX.b, X.b, XI.b dont la version applicable est celle en vigueur à la date de publication du présent CCTP.

Il pourra être demandé au Titulaire de planifier une partie des vérifications hors heures ouvrées. Cette demande ne pourra concerner plus de 15 % du parc total.

Le Titulaire est informé que les contrôles effectués dans le Bloc opératoire et dans certains services de l'hôpital Henri Mondor nécessitent le respect de

consignes spécifiques et le port de vêtements de protection adéquats. Ceux-ci seront fournis au technicien. Ces interventions se dérouleront durant les périodes de fermeture pour maintenance des salles d'opération.

b. Exécution en année 1

Sauf indication contraire lors de la réunion de lancement du marché et à l'exception des prestations détaillées ci-dessous, toutes les missions à périodicité semestrielle et annuelle obligatoire devront être exécutées entre la date de notification et le 31 décembre 2026 sur l'ensemble des sites du Groupe Hospitalier :

- Contrôles périodiques des installations de stockage et de distribution de gaz médicaux ;
- Vérification réglementaire en exploitation des stockages d'hydrocarbures liquéfiés ; des installations de distribution de gaz ; des locaux d'utilisation du gaz et des appareils d'utilisation du gaz des sites d'Émile Roux et de Joffre-Dupuytren.

c. Mesures

Le Titulaire devra exécuter toutes les mesures à l'aide de ses propres outils. Ceux-ci doivent être adéquats et dûment étalonnés.

d. Contrôle des dispositifs de sécurité des installations sous pression

Les contrôles périodiques incluent l'inspection annuelle des dispositifs de réglage, de régulation, de signalisation et de sécurité ainsi que la vérification des consignes d'exploitation et la qualification du personnel d'exploitation des générateurs à vapeur d'eau ou à eau surchauffée d'une puissance utile inférieure à 300 kW.

e. Missions ponctuelles

Le Titulaire pourra être amené à exécuter des missions de vérification ponctuelles non-listées, dans la limite des domaines techniques visés par le présent lot et des qualifications détaillées aux articles **Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, VII.c, VIII.c, IX.c, X.c, XI.c. Ces prestations seront chiffrées sur la base des taux horaires indiqués dans le bordereau de prix.

XIII. Inventaires

a. Exhaustivité

Les inventaires annexés au présent CCTP sont fournis à titre indicatif. Les quantités peuvent varier à plus ou moins 15 % du total, en m² pour les locaux et en unités pour les équipements, sans que le Titulaire puisse se prévaloir d'un quelconque supplément de prix.

b. Mise à jour

Le Titulaire assurera la mise à jour systématique des inventaires au terme de l'exécution de chaque mission. Ce travail d'actualisation sera effectué sur des fichiers structurellement proches des documents joints en annexe du présent du CCTP.

c. Référencement technique

La numérotation technique des équipements évoluera en cours de marché, notamment pour les matériels qui n'ont pas encore été intégrés dans l'outil de gestion patrimoniale des HUHMs. Il pourra être demandé au Titulaire de procéder à une modification de ses rapports antérieurs au regard de la nouvelle codification. Une table de correspondance lui sera transmise le cas échéant. Dans tous les cas, le Titulaire devra veiller à respecter la codification en vigueur.

XIV. Modalités d'exécution des prestations

a. Coordination des prestations

i. Pilotage

Sauf mention contraire, toutes les missions sont pilotées par la Direction des Investissements et de la Maintenance (DIM), dont les agents référents (ingénieurs de site, responsables des services Maintenance, responsables de certains départements techniques) sont désignés ci-après « représentants des HUHMs ».

ii. Organigramme dédié

Le Titulaire fournira, dans un délai d'une semaine après notification l'organigramme définitif de l'équipe chargée du suivi du marché

CCTP - Contrôles périodiques des locaux et installations techniques des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor : CVC, Gaz, Gaz Médicaux, Pression, Disconnecteurs – HMN25T12SERV

(coordonnées complètes du chargé d'affaire ; de son supérieur hiérarchique direct ; de son responsable d'agence ; des techniciens d'intervention).

Toute modification dans l'organigramme devra être communiquée par écrit dans un délai de quinze jours francs aux représentants des HUHMs et accompagnée des CV et des titres, habilitations ou attestations de compétences des nouveaux représentants du Titulaire.

Les HUHMs peuvent exiger, en motivant leur demande, le remplacement d'un agent du Titulaire qui ne lui donnerait pas entière satisfaction. Le Titulaire est tenu de désigner un nouvel agent dans un délai d'un mois calendaire à compter de la réception de la demande.

iii. Réunions techniques

Une réunion commune de mise au point du marché sera organisée sur l'un des sites des HUHMs dans la semaine suivant la notification du marché.

Par la suite, les représentants des HUHMs et du Titulaire se rencontreront à minima tous les semestres lors d'une réunion de suivi du marché.

Le Titulaire du marché est tenu d'assister à tous ces rendez-vous, ainsi qu'à tous ceux que les représentants des HUHMs jugeront nécessaire de lui fixer. Ces réunions pourront indifféremment traiter de sujets transversaux en présence de représentants de tous les établissements du GH, ou de points spécifiques à un seul hôpital.

Toute absence doit être justifiée au minimum trois jours ouvrés avant la date de la réunion, sauf cas de force majeure.

Le Titulaire doit être systématiquement représenté par un interlocuteur technique et un interlocuteur commercial. Tous deux doivent disposer de la compétence et de l'autorité nécessaire à l'application des mesures décidées au cours des réunions.

Dans l'éventualité où un même représentant du Titulaire disposerait des compétences et de l'autorité nécessaire pour traiter indifféremment les problématiques techniques et commerciales, il peut assister seul aux réunions, sauf demande contraire des HUHMs.

Les réunions techniques font l'objet d'un compte-rendu écrit, rédigé par le Titulaire et diffusé au format numérique à l'ensemble des agents présents

et/ou concernés dont la liste lui aura été communiquée. La date prévisionnelle d'envoi du compte-rendu est précisée lors de la réunion.

Les participants disposent d'un délai de quinze jours ouvrés à compter de la date de réception du compte-rendu pour demander la reformulation de certains points. Passé ce délai, le compte-rendu est considéré comme approuvé sans réserve.

En cas de non-respect des délais d'exécution ou de toute demande formalisée lors d'une réunion technique, des pénalités pourront être appliquées au Titulaire.

iv. Suivi commercial

Le Titulaire est tenu de formaliser tous les devis complémentaires nécessaires :

- Dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la demande ;
- En respectant les montants qui figurent dans le bordereau des prix unitaires.

Toute demande de modification d'un devis doit donner lieu à sa réédition dans les quarante-huit heures ouvrées.

Sauf consigne particulière, toute commande établie suite à un devis doit donner lieu à une intervention dans les quinze jours calendaires suivant son envoi. À titre exceptionnel uniquement, il pourra être demandé au Titulaire de formaliser un devis dans les vingt-quatre heures ouvrées et d'intervenir dans un délai de trois jours à compter de sa validation, sans supplément de prix.

b. Planification et déroulement des visites

i. Périmètre

Le Titulaire sera amené à intervenir dans l'ensemble de locaux du groupe hospitalier, y compris dans les structures décentralisées.

Certains sites, et en particulier l'hôpital Henri Mondor, accueillent des établissements publics indépendants, qui coordonnent directement leurs prestations de contrôles périodiques. Ces structures ne figurent pas dans les Annexes du présent document.

Compte tenu de la dynamique patrimoniale des HUHMs, certains équipements et locaux pourront être soustraits ou ajoutés au présent marché avant son échéance.

L'intégration de toute installation mise en service après la notification du marché pourra faire l'objet d'un avenant. Le montant de celui-ci devra être établi par le Titulaire après visite sur site et examen documentaire, et être en accord avec la valeur du marché.

La même démarche sera appliquée pour toute installation existante mais ne figurant pas dans les annexes du présent CCTP et dont la prise en charge ne peut être assurée dans le cadre de l'article XIII.a.

ii. Organisation des visites

Les visites sont réalisées sous la responsabilité du chef du département concerné, dont l'identité aura été communiquée au Titulaire lors de la réunion de lancement du marché.

Lors de toutes ses visites, le Titulaire sera accompagné d'un représentant des HUHM auquel il signalera les anomalies rencontrées. Toutefois, les représentants des HUHM pourront lui demander, ponctuellement et pour des missions jugées non-critiques, d'assurer seul sa prestation. Ils auront préalablement averti les services concernés des modalités de la visite et auront pris toutes les mesures nécessaires à la sécurité du technicien, des usagers, personnels et biens. Le Titulaire est en droit de refuser d'assurer ces prestations, mais devra les reprogrammer, sans supplément de prix.

Au regard de la durée d'exécution de chaque mission, le Titulaire est réputé pouvoir vérifier toutes les installations. Si une partie des équipements est inaccessible durant toute la mission, le Titulaire en alerte les représentants des HUHM et organise avec eux, sans supplément de prix, une reprogrammation de la visite. Si, du seul fait des HUHM, celle-ci ne peut à nouveau être réalisée dans son intégralité, les prestations complémentaires font l'objet d'un bon de commande indépendant.

Les visites sont effectuées de préférence hors vacances scolaires, sauf demande contraire de la part du service coordonnateur et à l'exception de l'année 1 du marché, durant laquelle les contrôles annuels devront être achevés avant le 31 décembre 2026. Elles sont programmées de manière à ce que l'intervalle réglementaire maximal entre deux rapports ne soit pas dépassé.

Le planning détaillé est communiqué par le Titulaire au minimum deux mois avant la date de la première intervention prévue des visites. Il mentionne l'adresse de chaque site, le nom du technicien et les horaires d'intervention.

Toute modification doit être communiquée au plus tard cinq jours avant la date de visite prévue, sauf cas de force majeure.

c. Assistance technique, juridique et méthodologique

i. Généralités

Le Titulaire s'engage à fournir, tout au long du marché, une assistance technique permanente. Cette assistance pourra notamment prendre la forme :

- D'une typologie des contrôles réglementaires applicables à une installation neuve ;
- De l'analyse réglementaire d'un problème rencontré par les HUHM sur l'un des équipements prévus au marché.

Cette assistance est incluse au montant forfaitaire si elle ne donne pas lieu à un déplacement sur site ou si elle concerne un équipement existant. La nécessité de la visite sur site sera définie par les HUHM, sans que le Titulaire ne puisse s'opposer à leur décision. Si cette visite s'avérait nécessaire et concernait un équipement ne figurant pas dans l'inventaire initial (installation existante au-delà de la marge d'erreur de 10 % ou installation neuve), cette prestation pourra faire l'objet d'un bon de commande sur la base du taux horaire applicable.

ii. Assistance téléphonique et électronique

Le Titulaire s'engage à répondre dans un délai de trois jours ouvrés, par téléphone ou par courriel, à toute question formulée par les représentants des HUHM, pour tout équipement qui relève de son périmètre, quand bien même celui-ci n'aurait pas été intégré à l'inventaire initial et sous réserve de l'absence de nécessité d'une visite (voir supra).

S'ils estiment la réponse insuffisamment argumentée, les représentants des HUHM pourront demander au Titulaire de rédiger une note détaillée. Cette prestation ne pourra faire l'objet d'un complément de prix.

iii. Échanges écrits

Tout courrier recommandé adressé par les HUHM au Titulaire doit donner lieu à une réponse écrite dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de sa réception.

iv. Veille réglementaire et normative

Le montant forfaitaire inclut une veille réglementaire et normative constante sur le périmètre du marché, entendu comme l'ensemble des catégories d'équipements et des domaines techniques du marché.

Cette veille porte sur tous les textes communautaires et nationaux contraignants, les circulaires officielles ainsi que sur les recommandations techniques des principaux organismes professionnels. Elle est assurée pour tous les représentants désignés des HUHMs, sans distinction de site.

À ce titre, le Titulaire est tenu :

- D'alerter les représentants de toute évolution réglementaire ou normative et d'indiquer si celle-ci s'applique à l'un des équipements figurant au marché dans un délai d'une semaine à compter de sa publication officielle ;
- De formaliser une note juridique et opérationnelle explicitant le texte dans un délai d'un mois à compter de sa publication officielle ;
- De formaliser pour le 15 décembre un bilan de l'ensemble des évolutions réglementaires survenues durant l'année écoulée et précisant les principales modifications attendues dans les douze mois suivants. Ce bilan prend la forme d'un mémoire remis en cinq exemplaires physiques et un exemplaire numérique. Ce document peut être annexé au bilan annuel prévu à l'article VII.e.ii ;
- De tenir à jour en permanence un calendrier sommaire de l'ensemble des obligations réglementaires dont l'entrée en vigueur est prévue dans un délai de cinq ans.

Le Titulaire est également tenu de mettre à disposition des représentants des HUHMs les principaux textes et normes en vigueur à la date de notification et relatifs au périmètre du marché.

Sauf mention contraire, ces éléments doivent être :

- Automatiquement transmis au format dématérialisé ;
- Dans la mesure du possible, centralisés et hiérarchisés sur une plateforme numérique sécurisée accessible jusqu'à cinq ans après le terme du marché.

d. Hygiène, Sécurité et Environnement

i. Généralités

Il est rappelé que les HUHMs accueillent des usagers pouvant présenter des fragilités tant physiques que psychiques. À ce titre, les agents du Titulaire doivent avoir une parfaite connaissance des modalités d'intervention, des caractéristiques techniques des lieux et équipements

et des règles d'hygiène et de sécurité des cinq sites, et notamment les procédures relatives aux :

- Zones occupées ;
- Zones à risques ;
- Moyens d'alerte.

En outre, ils doivent veiller en permanence à :

- Ne pas perturber le fonctionnement des services ;
- Ne procéder à aucun dépôt de matériel non-surveillé dans les zones accessibles aux patients.

Les représentants des HUHMs pourront vérifier le respect des consignes et interrompre l'intervention d'un technicien s'ils le jugent nécessaire.

Un plan de prévention sera établi pour chacun des cinq hôpitaux.

ii. Qualification des représentants du Titulaire

Outre les dispositions spécifiques précisées dans le présent CCTP, les représentants du Titulaire effectuant les vérifications doivent disposer de toutes les qualifications réglementaires nécessaires à l'exécution de chaque mission. Tous doivent également avoir bénéficié des formations suivantes :

- Règles de sécurité applicables dans les ERP (sécurité incendie, sécurité des personnes et des biens ; formation électrique) ;
- Travail en hauteur ;
- Sensibilisation au risque amiante.

iii. Sécurité Incendie

Les différents départements Sécurité Incendie des HUHMs sont à la disposition du Titulaire pour l'accès aux procédures qui peuvent le concerner.

iv. Sécurité des travailleurs et des installations

1. Généralités

Le Titulaire doit assurer la sécurité et limiter les désagréments relatifs à ses prestations (bruits, propagation de vapeurs, odeurs, poussières) et se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les textes en vigueur. Il doit disposer de tous les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution de ses missions, qui peuvent nécessiter l'accès à des locaux à risques

(haute tension, amiante, rayonnements ionisants, ...), hors bloc opératoire.

Les représentants des HUHMs s'engagent à faciliter les coupures des réseaux fluides, gaz, électricité et chauffage nécessaires à la bonne exécution des prestations, sous réserve qu'elles n'impactent pas significativement l'activité des services.

Le Titulaire informe sans retard les représentants des HUHMs de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

En cas de sous-traitance, les modalités organisationnelles de la prestation sont préalablement définies, justifiées et validées. Un agent du Titulaire doit impérativement accompagner son sous-traitant.

Tout échange avec les usagers est strictement interdit, et le Titulaire est tenu de ne pas communiquer d'informations au personnel médical, soignant ou administratif sans accord préalable des représentants des HUHMs.

En outre, la divulgation à des tiers des renseignements ou documents dont le Titulaire aurait reçu communication lors de son intervention est strictement interdite.

2. Accès au site

Le Titulaire utilise les accès les plus directs, se maintient dans les locaux désignés pour l'exécution de ses prestations et ne pénètre ni ne circule, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de la structure visitée.

Préalablement à toute intervention, il se présente au Service Technique du site concerné muni d'une carte et d'une tenue professionnelle.

À l'issue de sa visite, il restitue au responsable du département les clés qui ont pu lui être prêtées.

3. Accès aux installations

La mise en place de moyens d'accès spécifiques est à la charge du Titulaire. Pour des raisons organisationnelles, certaines dérogations

pourront toutefois être accordées, sous réserve que les techniciens du Titulaire disposent des qualifications adéquates et après accord des représentants des HUHM (utilisation d'échelles mobiles ; de la nacelle ; ...). La responsabilité du Titulaire pourra être engagée le cas échéant.

v. Environnement

1. Généralités

Les engagements auxquels le Titulaire a souscrit lors du dépôt de son offre en matière de développement durable sont des engagements a minima. Il peut les renforcer en cours de marché, en particulier en cas de modification de la réglementation applicable, avec l'accord des HUHM, qui se réservent le droit de vérifier à tout moment leur bonne application. À ce titre, le référent développement durable et un référent technique des HUHM pourront se rendre, annuellement et avec préavis de 48 h, dans les locaux du Titulaire. L'agent chargé de la politique sociale et environnementale de ce dernier les accompagnera et leur présentera la stratégie, les mesures concrètes et les projets du Titulaire.

Par ailleurs et durant toute la durée du marché, le Titulaire devra remettre, au 31 mai et dans le format de son choix sous réserve qu'il soit lisible par les représentants des HUHM, une note de synthèse consacrée aux résultats de sa politique environnementale en lien avec l'objet du marché pour l'année précédente.

2. Dispositions particulières en cas de présence d'amiante

Le Titulaire peut consulter, aux heures ouvrées, le Dossier Technique Amiante (DTA) et les fiches récapitulatives.

Il communique les informations relatives au lieu de leur intervention à ses agents, qui doivent disposer des formations et habilitations nécessaires.

Avant toute intervention ou en cours d'exécution de travaux, le Titulaire alerte les HUHM, s'il suppose que l'environnement dans lequel il intervient présente un risque lié à l'amiante non-répertorié dans le DTA.

3. *Sortie et enlèvement des gravats et déchets*

Le Titulaire doit laisser les lieux propres et libres de tous déchets et gravats pendant et après l'exécution des prestations.

L'utilisation de containers de déchets ménagers des HUHMs est proscrite.

e. **Traçabilité**

i. **Généralités**

Outre les prescriptions du présent CCTP, le Titulaire est tenu :

- De compléter le registre de sécurité à chacune de ses visites ;
- De veiller à ce que tous ses rapports soient conformes aux prescriptions réglementaires et notamment :
 - Pour les prestations qui relèvent de l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), à l'article appendice du livre II ;
 - Pour les prestations qui relèvent de l'Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, à l'appendice Appendice relatif aux rapports de vérifications techniques.

Le Titulaire devra impérativement :

- Localiser clairement les installations contrôlées et les éléments non-conformes ;
- Dresser un compte-rendu détaillé du contrôle (modalités, points vérifiés) ;
- Justifier techniquement et réglementairement les remarques figurant dans ses rapports. Une distinction sera effectuée entre les observations simples et les non-conformités.

ii. **Livrables**

Les livrables seront transmis en 1 exemplaire physique et 1 exemplaire numérique au référent de chaque site.

L'exemplaire physique est communiqué dans un délai de deux mois à compter de la date d'achèvement de la visite, entendue comme le contrôle d'une installation ou d'un local, sous la forme d'un classeur (les rapports à anneaux et thermocollés sont proscrits) sur la tranche duquel sont

reportées les références de la prestation et du matériel. Le rapport doit impérativement intégrer une synthèse des observations, qui précise les numéros de la page où chacune d'entre elle est détaillée.

L'exemplaire numérique est communiqué dans un délai d'un mois à compter de la date d'achèvement de la visite, sous forme de fichier type .PDF vectoriel (numérisation d'un document écrit proscrite). La possibilité de copier le texte et les images du fichier ne doit pas être bloquée.

La méthode de nommage des fichiers sera définie à l'issue de la réunion de lancement du marché.

Un délai supplémentaire pourra être accordé pour les périmètres complexes.

Dans l'éventualité où les délais réglementaires de remise des rapports seraient inférieurs à un mois, ceux-là s'imposent aux dispositions du présent article.

À titre exceptionnel, il pourra être demandé au Titulaire de réduire ce délai à une semaine ouvrée.

À l'issue de chaque mission, le Titulaire adresse un fichier tableur (type .xlsx) récapitulatif composé de deux onglets et précisant à minima :

- Onglet 1
 - Référence du rapport ;
 - Type de vérification ;
 - Périodicité théorique de la vérification ;
 - Nom de la structure contrôlée ;
 - Adresse ;
 - Code postal ;
 - Ville ;
 - Référence du local, si applicable (nom et/ou numéro technique) ;
 - Référence de l'équipement (numéro technique interne, marque, modèle, et/ou toute information permettant son identification précise) ;
 - Type d'équipement ;
 - Nom du technicien ayant réalisé le contrôle ;
 - Date de début et de fin du contrôle ;
 - Nombre d'observations.
- Onglet 2

Les mêmes informations, à l'exception du champ « nombre d'observations », remplacé par le libellé précis de chacune d'entre elles.

À la fin de chaque année civile, tous les fichiers de suivi sont réunis, actualisés, et présentés accompagnés d'un rapport mentionnant à minima les données suivantes :

- Les points critiques constatés sur le périmètre de la mission ;
- Les principales difficultés rencontrées lors de l'exécution de la mission ;
- Le nombre de jours d'intervention par site :
 - En valeur totale ;
 - Par mission ;
 - Par technicien ;
- Le montant et la nature des commandes complémentaires ;
- Les échéances réglementaires.

iii. Plateforme numérique

Les rapports sont mis à disposition sur une plateforme numérique sécurisée, dont l'accès sera maintenu ouvert aux représentants des HUHM pour une période de dix ans à compter de la mise en ligne du dernier rapport.

Cette plateforme permet obligatoirement :

- D'effectuer des recherches par références, mots-clés, domaines, adresse (nom du site et/ou adresse postale et/ou commune et/ou département) ;
- D'effectuer des extractions des données listées à l'article ii, à l'exception possible du nom du technicien, et de la date de début et de fin sous de la visite sous réserve qu'une donnée de datation figure par ailleurs ;
- De consulter le calendrier des futures prestations ;
- De contacter les référents du Titulaire ;
- De modifier le statut des réserves ;
- De commenter, pour un usage interne uniquement et donc sans impact sur le rapport initial, l'état des réserves.

Dans la mesure du possible, elle permet également d'effectuer directement des analyses statistiques et de produire des graphiques simples (nombre d'observations par équipement ou par site par année, cadence de levée des réserves, etc.)

f. GMAO

Les HUHM disposent de l'outil de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) commun à l'ensemble des établissements de l'AP-HP et souhaitent, sans avoir fixé d'échéance, que les éventuelles réserves soient intégrées à cette base. Le Titulaire sera tenu d'apporter, dans un premier temps,

CCTP - Contrôles périodiques des locaux et installations techniques des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor : CVC, Gaz, Gaz Médicaux, Pression, Disconnecteurs – HMN25T12SERV

toute l'assistance méthodologique et technologique nécessaire à la mise en place de passerelles entre ses outils informatiques et ceux de l'Établissement, puis de contrôler régulièrement le bon déroulement de l'injection de ses données dans les bases. Le pilotage de l'ensemble de ces actions sera assuré à la fois par les HUHM et par la direction centrale coordinatrice du déploiement de l'outil de GMAO.

Dans l'éventualité où le déploiement d'une telle passerelle serait trop complexe techniquement, le Titulaire doit apporter toute l'aide nécessaire à la mise en place d'une méthode d'injection depuis une extraction des données de ses rapports au format tableur vers l'outil des HUHM.

Ainsi, le titulaire devra compléter le fichier fournis en annexe (tableau Excel format APHP fournis en annexe du CCTP), en indiquant l'ensemble des réserves techniques par mission et par site, et cela annuellement.